

Énergie : la stratégie de la rareté

PAR MARTINE ORANGE
ARTICLE PUBLIÉ LE VENDREDI 27 AOÛT 2021



Energie, croissance et monnaie sont interdépendants dans nos économies carbonées. © Photo Franck Fife / AFP

Depuis le début de l'année, les prix du pétrole, du gaz, de l'électricité flambent. Au-delà de la sortie compliquée de la pandémie, les producteurs ont décidé de profiter de l'inversion du rapport de force entre offre et demande pour rationner les productions et faire monter les cours. Au risque de chambouler un peu plus la conjoncture mondiale, tant énergie, croissance, monnaie sont interdépendantes dans nos économies carbonées.

Le sujet va inévitablement s'inviter dans les discussions des banquiers centraux lors de leur réunion annuelle à Jackson Hole, ce 27 août, tant il est en train de bousculer tous les modèles macro-économiques élaborés pour la sortie-censée être douce-de la pandémie, tant il réveille aussi de vieilles craintes et de vieux démons que beaucoup pensaient enfouis depuis plus de quatre décennies : les prix de l'énergie flambent.

Et ce n'était pas du tout prévu.

Ces hausses sont-elles transitoires ou appelées à durer ? Quelles peuvent être les répercussions sur l'inflation, sur la croissance pour nos économies mondiales carbonées dans les prochains mois ? Convient-il ou non de modifier les politiques monétaires, jusqu'alors ultra-accommodantes, pour soutenir l'économie mondiale face au Covid-19 ? C'est

à ces questions que les banquiers centraux sont censés répondre, sans être sûrs d'avoir les bonnes anticipations.



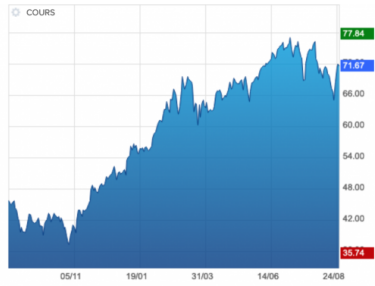
Energie, croissance et monnaie sont interdépendants dans nos économies carbonées. © Photo Franck Fife / AFP

Car depuis le début de la pandémie, tous les repères sont brouillés. Le chaos s'est installé dans l'organisation mondiale des productions. Les chaînes d'approvisionnement qui auparavant fonctionnaient comme des horloges sont dérégées. Des goulets d'étranglement, des pénuries de certains composants apparaissent à toutes les étapes, accentués par une désynchronisation de l'économie mondiale, qui fluctue au rythme des deuxième, troisième, quatrième vagues de Covid-19.

Le monde de l'énergie n'échappe pas à ce brouillage. En un an à peine, il a connu tous les états : **une crise séculaire** marquée par un effondrement des prix en deçà de 20 dollars le baril, des gels et des arrêts de production, et même un épisode inimaginable dans la théorie économique : **le 20 avril 2020**, le prix du baril est devenu négatif (-36,75 dollars), les pétroliers et les financiers payant leurs clients pour qu'on leur enlève leur cargaison.

Pétrole, gaz, électricité, des hausses tout au long de la chaîne énergétique.

Au fur et à mesure que la Chine puis les États-Unis sont sortis du confinement, le prix du pétrole a enregistré une



Cours du baril de Brent en dollars sur un an © Boursorama

flambée spectaculaire, là aussi inattendue. Depuis le début de l'année, le prix du pétrole, que ce soit le West Texas Intermediate (WTI), la référence sur le marché américain, ou le Brent, la référence sur le marché européen, a doublé pour dépasser les 70 dollars le baril. Même si les fluctuations s'enchaînent en suivant les annonces du variant, la tendance de fond reste inchangée : **le prix du pétrole augmente inexorablement**. Certains analystes bancaires prédisent un sommet à 100 dollars le baril.

Celui du gaz naturel épouse les mêmes courbes : il a lui aussi plus que doublé depuis le début de l'année. **Les tensions sont particulièrement fortes sur le marché européen** : tous les pays producteurs gaziers, à commencer par le Qatar, ont privilégié les exportations de GNL (gaz naturel liquéfié) vers la Chine et l'Asie en général, en voie de sortie de Covid-19, au détriment de l'Europe. Quand les distributeurs gaziers européens ont voulu cet été reconstituer des stocks qu'ils avaient laissé tomber au plus bas, ils ont rencontré les pires difficultés d'approvisionnement, d'autant que la Russie, pour des raisons à la fois industrielles (pannes, accidents sur des champs gaziers) et économiques, avait diminué ses exportations. Résultat : les prix du gaz atteignent des niveaux records. En juillet, ils ont franchi la barre des 36 euros le mégawattheure sur le marché néerlandais, le plus haut niveau depuis treize ans. Cela s'est traduit

en France par une augmentation des tarifs réglementés du gaz à un rythme effréné : +4% en juin, +10% en juillet, +5% en août.

Car ces hausses se répercutent tout au long de la chaîne énergétique jusqu'à l'électricité. En Europe, les additions deviennent particulièrement salées, amplifiées par un marché carbone qui, après avoir été dans un état semi-comateux pendant des années, est devenu le terrain de jeu des *hedge funds* et des spéculateurs au fur et à mesure que l'Union européenne renforçait sa politique de transition énergétique. De 10 euros la tonne, le prix du CO₂ est ainsi passé à 50 euros et pourrait franchir très rapidement les 100 euros, à en croire des analystes bancaires. En Espagne, le prix du mégawattheure a franchi cet été les 100 euros, soit le double des niveaux de 2019. En Allemagne, les tarifs d'électricité ont augmenté de 60% depuis le début de l'année.

Cette flambée, qui atteint jusqu'aux consommateurs finaux, finit par être vue comme une vraie menace par les gouvernements. Ne va-t-elle pas mettre en péril la sortie de crise sur laquelle tous tablaient ? En Espagne, le gouvernement a décidé d'abaisser certaines taxes afin de minorer le coût de l'électricité. Aux États-Unis, le président américain semble avoir oublié nombre de ses convictions sur la nécessaire transition énergétique, face à l'urgence du moment.

Deux jours après la publication du **rapport du Giec**, qu'il avait salué comme une mise en demeure pour s'engager au plus vite dans la transition énergétique, Joe Biden exhortait les producteurs pétroliers à augmenter au plus vite leur offre, afin de faire baisser le prix de l'essence à la pompe. La demande est jusqu'à présent restée sans suite. Et le restera sans doute pendant un moment.

Un nouveau rapport de force

Car le monde pétrolier a tout sauf envie d'ouvrir les vannes. Au printemps 2020, il a supprimé plus de 9 millions de barils par jour – un niveau sans précédent dans les annales pétrolières –, afin de faire face à l'effondrement des cours provoqué par le quasi-arrêt de l'économie mondiale. Aucun retour à la production d'avant le Covid n'est envisagé. Fin

juillet, les membres de l'OPEP+ – qui inclut la Russie, non membre officiel du cartel – ont juste décidé d'augmenter leur production de 400000 barils par jour à partir du mois d'août. Rien de plus.

Au vu de la reprise chaotique, les pétroliers, pays producteurs comme majors et exploitants de gaz et d'huile de schiste, ne sont nullement décidés à relancer les productions gelées, à reprendre les investissements suspendus. Avec le développement du nouveau variant du Covid-19, les incertitudes qui pèsent sur l'économie mondiale demeurent plus vives que jamais et la demande reste sous contrainte, expliquent les pays producteurs. À preuve, le confinement imposé au Vietnam, qui jusqu'alors avait été épargné par la pandémie, et, de nouveau, dans certaines villes portuaires chinoises. Les stocks y sont au plus haut. **Des cargaisons entières de brut, en provenance notamment d'Iran et du Venezuela, se retrouvent bloquées sur des bateaux dans des ports asiatiques.**

De plus, beaucoup insistent sur l'importance de s'engager très vite dans la transition énergétique et de considérer désormais le pétrole et le gaz comme des denrées rares, à utiliser avec parcimonie. **L'Agence internationale de l'énergie** les incite elle-même à cette politique prudente et précautionneuse, rappellent-ils : dans un rapport publié en mai, elle a préconisé l'arrêt de tous les projets d'exploration-production « *au-delà des projets engagés en 2021* », afin de d'inscrire dans le cadre de la neutralité carbone d'ici à 2050. « *La baisse rapide de la demande de pétrole et de gaz naturel signifie qu'il n'y a pas d'exploration requise, et qu'aucun champ gazier et pétrolier nouveau n'est nécessaire au-delà de ceux déjà approuvés* », écrivait-elle.

Mais la vraie dynamique qui les conduit à cette politique présentée comme prudente est tout autre : elle est d'abord financière. Comme tous les autres secteurs des matières premières, le monde pétrolier a vite saisi l'intérêt de l'inversion du rapport de force à l'œuvre depuis le début de la pandémie, du retour de la puissance de l'offre face à la demande, du pouvoir des producteurs par rapport aux consommateurs. Là où hier l'excédent d'offre, voire la surproduction

entraînait pression sur les prix, abaissement des marges, déflation, la rareté et parfois les pénuries engendrent des hausses spectaculaires, des profits records et l'inflation.

Alors que les pays de l'Opep, et l'Arabie saoudite en particulier, mettaient un point d'honneur à assurer le bon approvisionnement et l'équilibre de l'offre afin de toujours répondre à la demande, aujourd'hui, ils ont opté pour la stratégie non pas de la sobriété mais de l'organisation de la rareté. Ils acceptent sans déplaisir les tensions sur l'offre, qui leur permettent de pousser les cours. Poussés par leurs actionnaires, les producteurs indépendants, notamment les exploitants de gaz et de pétrole de schiste, qui avaient pris pour habitude de jouer les francs-tireurs, se sont ralliés à cette ligne et tiennent leurs productions sous contrainte. Tout cela, explique le secteur, est lié au Covid, naturellement.

Ainsi, en produisant beaucoup moins, l'Arabie saoudite a doublé ses revenus au cours du premier semestre par rapport à l'année dernière. En rationnant ses exportations gazières, le russe Gazprom, qui avait vu ses bénéfices chuter de 90 % l'an dernier, a enregistré un profit de plus de 6 milliards de dollars, rien qu'au premier trimestre 2021. Alors que les majors annonçaient l'an dernier des pertes abyssales, liées à des dépréciations d'actifs, **tous affichent aujourd'hui des profits records** – 13 milliards de dollars pour TotalEnergies, 8 milliards pour Exxon, 5 milliards pour BP. Officiellement, cette manne doit leur servir à financer les investissements pour préparer l'ère de l'après-pétrole. Mais l'essentiel a surtout servi jusqu'alors à verser des dividendes somptueux aux actionnaires et à des rachats d'actions.

Le dilemme des banquiers centraux

Cette stratégie de la rareté est-elle appelée à durer ? En constatant les goulets d'étranglement, les pénuries qui avaient fait leur apparition à la sortie du premier confinement de l'économie mondiale, beaucoup de responsables économiques et politiques avaient fait le pari que **ces tensions allaient être temporaires**, que très vite, au fur et à mesure que la vie économique reprendrait son cours, tout rentrerait dans l'ordre.

Aujourd'hui, alors que les tensions persistent dans nombre de secteurs, comme **les semi-conducteurs**, et que la raréfaction de l'offre est devenue une politique dans d'autres, ils n'en sont plus si sûrs.

La transition écologique n'étant encore qu'au stade des mots dans l'essentiel de l'économie mondiale, ces hausses se disséminent tout au long des activités. L'inflation resurgit partout, à des niveaux qui avaient disparu parfois depuis des années. Aux États-Unis, elle a atteint 5,4% en juin, en Allemagne, elle frise les 4% en juillet. Et le poids de la facture se transmet de main en main jusqu'aux consommateurs finaux. Au risque de peser de plus en plus sur leur budget et leur pouvoir d'achat.

Car contrairement à ce que revendique la théorie néolibérale, à laquelle se sont ralliés nombre d'écologistes, le signal prix ne fonctionne pas en matière d'énergie. Il s'agit d'une demande contrainte. Même s'il est toujours possible de renoncer à certains déplacements, d'opter pour une consommation réduite de chauffage, il est impossible de se passer totalement

d'électricité, de gaz, d'essence dans nos économies modernes. D'autant que les moyens de substitution sont rares et fort onéreux.

La question de l'énergie peut donc se poser avec acuité dans les mois qui viennent. Ressortant des cartons les anciens modèles, des économistes commencent à agiter le spectre de stagflation, qui a marqué la période des chocs pétroliers des années 1970 : la croissance était alors quasi nulle, l'inflation souvent à deux chiffres et le chômage galopant.

Les banquiers centraux eux se retrouvent devant un dilemme dont ils n'ont cessé de repousser l'échéance. **Au vu de l'inflation bien supérieure à la limite des 2% qu'ils se sont imposée**, leur mandat les oblige normalement à réduire fortement, voire à supprimer totalement les soutiens monétaires qu'ils ont mis en place depuis la crise de 2008 et renforcés avec le Covid. Mais ce retrait risque de plonger les économies toujours chancelantes dans le marasme. Il risque surtout de faire effondrer le château de cartes construit par un monde financier devenu totalement dépendant de l'argent des banques centrales.

Directeur de la publication : Edwy Plenel

Direction éditoriale : Carine Fouteau et Stéphane Alliès

Le journal MEDIAPART est édité par la Société Editrice de Mediapart (SAS).

Durée de la société : quatre-vingt-dix-neuf ans à compter du 24 octobre 2007.

Capital social : 24 864,88€.

Immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS. Numéro de Commission paritaire des publications et agences de presse : 1214Y90071 et 1219Y90071.

Conseil d'administration : François Bonnet, Michel Broué, Laurent Mauduit, Edwy Plenel (Président), Sébastien Sassolas, Marie-Hélène Smiéjan, François Vitrani. Actionnaires directs et indirects : Godefroy Beauvallet, François Bonnet, Laurent Mauduit, Edwy Plenel, Marie-Hélène Smiéjan ; Laurent Chemla, F. Vitrani ; Société Ecofinance, Société Doxa, Société des Amis de Mediapart, Société des salariés de Mediapart.

Rédaction et administration : 8 passage Brulon 75012 Paris

Courriel : contact@mediapart.fr

Téléphone : + 33 (0) 1 44 68 99 08

Télécopie : + 33 (0) 1 44 68 01 90

Propriétaire, éditeur, imprimeur : la Société Editrice de Mediapart, Société par actions simplifiée au capital de 24 864,88€, immatriculée sous le numéro 500 631 932 RCS PARIS, dont le siège social est situé au 8 passage Brulon, 75012 Paris.

Abonnement : pour toute information, question ou conseil, le service abonné de Mediapart peut être contacté par courriel à l'adresse : serviceabonnement@mediapart.fr. ou par courrier à l'adresse : Service abonnés Mediapart, 4, rue Saint Hilaire 86000 Poitiers. Vous pouvez également adresser vos courriers à Société Editrice de Mediapart, 8 passage Brulon, 75012 Paris.